

Le sionisme : la réussite d'un projet national

par Alain Dieckhoff

Entre 1881 et 1914 deux millions de Juifs quittèrent l'Europe de l'Est pour gagner les Etats-Unis. Durant la même période, environ 60 000 Juifs s'installèrent dans une Palestine alors ottomane. Beaucoup, d'ailleurs, ne supportèrent pas les difficiles conditions de vie qui régnaient dans ce coin d'Orient et retournèrent d'où ils étaient venus. Pourtant, quelques milliers d'entre eux, en particulier ceux qui établirent les premiers villages collectifs en 1909-1910, jetèrent progressivement les bases d'un projet politique qui devait révolutionner l'existence juive : le sionisme. Comment ces jeunes hommes et filles en étaient-ils arrivés à abandonner leurs familles en Europe pour s'engager dans d'ingrats travaux agricoles alors même que leur savoir pratique était pour le moins limité ? Pourquoi des dizaines de milliers de sympathisants partageaient-ils cette utopie d'un pays juif, refondé par le travail ?

Comprendre les tenants et les aboutissants des engagements politiques est une tâche excessivement complexe. Toutefois, sans prétendre, dans le cadre de cette contribution, épuiser la question, nous voudrions esquisser quelques pistes pour mieux saisir la logique interne qui poussa des Juifs à se mobiliser autour de la cause sioniste¹.

Nationalismes et crise de la tradition

Dans une première approche, il convient de replacer le sionisme dans le contexte plus général de l'émergence des nationalismes juifs dans les années 1890-1900. Si bundisme, diasporisme à la Doubnov et sionisme divergeaient sur les modalités concrètes de réorganisation des judaï-

cités face à la modernité, ces différents courants se rejoignaient autour de la nécessité de redéfinir le peuple juif sur une base nationale dans une période d'ébranlement de la tradition religieuse. La crise de l'autorité religieuse, dans la foulée du mouvement des Lumières, était particulièrement redoutable pour une société juive théocentrique et trois grandes réponses se dégagèrent : celles des traditionalistes, des assimilationnistes et des réformistes ².

Les premiers s'évertuèrent à préserver jalousement l'héritage religieux traditionnel et voulurent faire de la Torah un rempart contre une modernité perçue comme menaçante. « Tout ce qui est nouveau est interdit par la Torah » proclama ainsi de façon définitive le chef de l'orthodoxie hongroise, le Hatam Sofer (1762-1839). A l'inverse, les seconds considérèrent que la science, étroitement associée à l'idée de progrès, avait définitivement invalidé toute vision religieuse et particulariste du monde : les hommes appartiennent à une même civilisation universelle et le monde doit être leur horizon. Ce cosmopolitisme a revêtu essentiellement deux formes, particulièrement prisées dans le monde juif : intégration socio-politique et acculturation dans le cadre des sociétés démocratiques libérales - identification à une société égalitaire qui naîtra de la révolution socialiste. Enfin, les réformistes cherchèrent à s'ajuster à la modernité tout en voulant préserver la spécificité collective des Juifs. Cette tendance prit deux visages. Le premier fut celui du réformisme religieux qui cherchait à marier religion et raison. C'est l'époque où, sous la houlette d'Abraham Geiger, la

plupart des communautés juives d'Allemagne introduisent l'orgue dans les synagogues, l'allemand dans les prières et les sermons et modifient en profondeur l'enseignement religieux. Le second fut celui du réformisme politique défendu par les nationalistes juifs (bundistes, autonomistes, sionistes...) pour lesquels le groupe juif devait être impérativement refondé sur une base nationale sécularisée s'il voulait perdurer.

Cet objectif national fut soumis aux feux croisés des traditionalistes qui rejetaient absolument toute redéfinition de l'existence juive en dehors de l'orthodoxie la plus stricte ³ comme des assimilationnistes, « bourgeois » comme socialistes, qui réduisaient le Juif au statut de citoyen émancipé de l'Etat moderne ou à celui de travailleur, membre de l'internationale des opprimés. Quant aux réformistes religieux qui tenaient le Juif pour le fidèle d'une confession religieuse ayant vocation à disséminer le message humaniste du judaïsme à travers le monde, ils n'étaient guère sensibles à l'invocation d'un particularisme national juif.

Dans ces trois cercles, qui rassemblaient chacun des millions d'individus dans l'entre-deux-guerres, le sionisme, avec son message de restauration nationale en Palestine, n'éveillait que peu d'écho. Une minorité de traditionalistes (les précurseurs du Parti national religieux en Israël) tenta bien de légitimer le sionisme comme une entreprise religieuse. De même, certains réformistes modérés ⁴ pour lesquels les règles religieuses fondamentales étaient la manifestation de la vitalité créatrice du peuple juif, n'étaient pas insensibles à la valorisation sioniste des Juifs comme communauté historique. Heinrich Graetz, auteur de la monumentale *Histoire des Juifs* et favorable à ce réformisme modéré, manifesta d'ailleurs une grande réceptivité envers la démarche solitaire d'un Moses Hess, auteur du texte fondateur *Rome et Jérusalem* (1862).

Enfin, certains Juifs assimilés, ébranlés par la montée de l'antisémitisme abandonnèrent leurs illusions émancipatrices, et se firent les fervents avocats de la cause sioniste. Ces désillusionnés dont Théodor Herzl reste l'archétype furent nombreux dans l'Empire tsariste après les pogroms des années 1880 qui ruinèrent définitivement tout espoir de libéralisation et, donc, d'intégration des Juifs.

Pourtant, cet *aggiornamento* radical que représentait le sionisme serait resté lettre morte s'il n'avait pas pu s'appuyer sur les masses juives d'Europe de l'Est.

Une audience croissante

A l'évidence, le monde juif ne se convertit pas comme un seul homme au sionisme dont le succès fut très variable selon les pays. Son influence fut restreinte tant dans les bastions ultra-orthodoxes (comme la Transylvanie roumaine) que dans les régions où les processus d'assimilation à la société d'accueil étaient déjà bien engagés (Hongrie, Bohême-Moravie). Par contre, dans les zones où existaient des communautés juives anciennes, dotées d'une culture spécifique comme d'une forte densité sociale mais qui étaient touchées par le vent de la modernité, le sionisme obtint un écho bien plus considérable. C'était le cas en Russie - jusque dans les années 1920 -, en Pologne, en Lituanie, en Lettonie et dans les provinces roumaines de Bukovine et Bessarabie. Dans ces Etats économiquement arriérés, fortement nationalistes, travaillés par un puissant antisémitisme, les Juifs constituaient une véritable minorité nationale qui ne pouvait qu'être sensible au message de mobilisation nationale véhiculé par le sionisme⁵. Certes, le sionisme n'était pas seul, dans cette Europe du Nord-Ouest, à occuper l'espace du nationalisme juif. Le Bund en particulier constituait un concurrent redoutable. Pourtant, bien que leurs terres de missions aient

été identiques, les catégories sociales touchées par les messages politiques des bundistes et des sionistes n'étaient pas les mêmes. Les premiers devaient l'essentiel de leur succès au prolétariat juif présent dans quantité de petits ateliers. Les seconds étaient beaucoup mieux implantés parmi les commerçants et les enfants d'éducateurs (rabbins, enseignants). Une étude extrêmement fine consacrée à la seconde aliyah (1904-1914) d'où sortirent l'immense majorité des pères fondateurs de l'Etat d'Israël confirme pleinement ces caractéristiques sociologiques. 55 % des immigrants étaient des fils de marchands tandis que 13 % l'étaient de « clercs » et de maîtres d'écoles, une proportion considérable si l'on tient compte du fait qu'ils représentaient une « élite » très étroite dans la société juive. A titre de comparaison, ils étaient aussi nombreux dans cette aliyah que les fils d'artisans alors que ces derniers formaient un groupe fort d'un demi-million de personnes dans la Russie tsariste. Le profil éducatif des immigrants souligne aussi qu'ils provenaient largement d'un milieu traditionnel (31 % avaient fréquenté le heder, 16 % la yéchiva)⁶. Si leur engagement sioniste constituait un acte de rébellion contre ce monde juif figé qui les avait vus naître, leur ancrage traditionnel (à la fois familial et éducatif) permet de comprendre que leur ambition était, non d'abolir la singularité juive, mais de la reformuler sur une base nationale, dans le cadre d'un Etat indépendant. Ce message trouva progressivement un écho de plus en plus large dans un contexte historique marqué par la dégradation de la situation socio-politique des Juifs.

C'est surtout dans l'Europe du Nord-Ouest (Pologne, Lituanie) que le sionisme obtint ses plus beaux succès durant l'entre-deux-guerres parce que son diagnostic radical quant à l'impossible persistance des Juifs en diaspora apparaissait de plus en plus justifié. En Pologne, il domina la vie communautaire juive - même si

l'orthodoxie religieuse antisioniste (Agoudat Israël) et, dans une moindre mesure, le Bund n'étaient pas dépourvus de soutien. Servi par des hommes de talent, le sionisme offrait aux masses juives un moyen d'affirmer une identité nationale qui puisse faire pièce à un nationalisme polonais teinté d'antisémitisme. Dès 1922, les sionistes disposaient de 32 élus (sur 47 députés et sénateurs juifs) au Parlement de Varsovie.

Tout le spectre politique sioniste était représenté. Si le courant le plus influent était celui des sionistes généraux (centristes) dirigés par Yitzhak Gruenbaum, les plus activistes se retrouvaient dans deux familles idéologiques opposées. A gauche, le Hehaloutz qui regroupait les mouvements de jeunesse pionnière (100 000 membres dans les années 1930) mettait en avant le principe de réalisation personnelle c'est-à-dire l'installation en Eretz Israël. A droite, le mouvement révisionniste de Vladimir Zeev Jabotinsky, bien implanté dans les classes moyennes, connut un succès croissant avec son mot d'ordre d'évacuation vers la Palestine. Le sionisme était aussi très présent culturellement avec le développement des écoles du réseau Tarbut où l'enseignement se faisait en hébreu.

Le tableau était assez similaire dans la république de Lituanie voisine. Là aussi le sionisme était bien ancré. En 1934, ses partisans étaient près de 50 000, soit neuf fois plus que dans la communauté hongroise qui était pourtant trois fois plus nombreuse⁷. Dans ces deux pays, la montée de l'antisémitisme poussa des émigrants de plus en plus nombreux vers la Palestine et ceux-ci marquèrent durablement de leur empreinte le Yichouv.

Le renforcement de l'engagement sioniste ne s'explique toutefois pas uniquement par la contrainte négative de l'antisémitisme, il est aussi dû au fait que, contrairement aux autres nationalismes juifs, le sionisme put se prévaloir assez

vite d'un bilan politique positif avec la consolidation d'une société juive en Palestine.

La structuration d'une réalité nationale

Les concurrents du sionisme ne ménagèrent pas leurs efforts pour parvenir à leurs fins, mais les résultats furent bien maigres. Les territorialistes d'Israël Zangwill arpentèrent le monde à la recherche d'un endroit où les Juifs pourraient se regrouper et bénéficier d'une autonomie politique. Leurs démarches pour établir un foyer juif en Cyrénaïque, en Mésopotamie, en Australie ou en Angola s'avérèrent vaines. Le seul demi-succès territorialiste est à porter au crédit... du Parti communiste soviétique qui créa en 1928, aux confins de la Mandchourie, la région autonome juive du Birobidjan qui comptait, péniblement, 20 000 Juifs en 1936. Les partisans de l'autonomie nationale-culturelle en diaspora ne furent guère plus chanceux. Celle-ci fut reconnue très brièvement en 1917-1918 par une Ukraine ravagée par la guerre civile et imposée, en principe, aux nouveaux Etats nés de l'effondrement des puissances centrales. La plupart de ces Etats - en particulier la Pologne, la Roumanie et la Lituanie - se hâtèrent toutefois d'oublier les clauses relatives à la protection des minorités au motif qu'elles entravaient le plein exercice de la souveraineté nationale. Face à ces échecs à répétition, le mouvement sioniste pouvait tirer quelque fierté des réussites incontestables auxquelles il était parvenu en un laps de temps, finalement assez court, et dans des conditions plutôt difficiles. D'une part, après les tentatives infructueuses de Theodor Herzl entre 1896 et 1904, le sionisme était devenu un fait politique international dès 1917 lorsque le ministre des Affaires étrangères britannique, Lord Balfour, déclara que la Grande-Bretagne envisageait favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif. Cet engagement, réitéré dans le mandat confié à la Grande-Bretagne par la Société des Nations en juillet 1922, constituait une reconnais-

sance officielle et publique de la légitimité du nationalisme juif dans sa version sioniste.

D'autre part, parallèlement à son entrée dans le concert des nations, le sionisme s'affirmait aussi comme une réalité socio-politique de plus en plus totale en Palestine. L'arrivée régulière de nouveaux immigrants étoffait démographiquement le Yichouv et consolidait son économie. Quant à la culture hébraïque, diffusée notamment par le réseau scolaire, elle devenait de plus en plus dominante. Le Yichouv se structurait, surtout, politiquement avec la création d'institutions politiques (conseil national, Assemblée des Elus, Agence juive), de partis, d'une armée (Hagana...). C'est un quasi-Etat juif qui est progressivement mis en place dans l'entre-deux-guerres.

Alors que les nationalismes diasporique et territorialiste sont en panne dans les années 1920-1930, le sionisme est donc parvenu, lui, à se transcrire dans la réalité quotidienne de la Palestine, et à ce titre, il apparaîtra comme de plus en plus séduisant à nombre de Juifs, d'autant plus que son projet national avait une vocation évidente au rassemblement le plus large.

La clef du succès de tout nationalisme est de subsumer des différences réelles sous une identité commune qui a été façonnée par un puissant travail idéologique. Pour que cette savante alchimie se réalise parfaitement, le nationalisme doit impérativement avoir, comme le constate Eric Hobsbawm, une vertu cardinale : l'imprécision. Celle-ci lui assure, en effet, « un soutien potentiellement universel au sein de sa communauté. L'ethnie peut [alors] mobiliser la grande majorité d'une communauté, à condition que ce à quoi elle fait appel reste suffisamment vague ou hors de propos »⁸. Parmi les divers nationalismes juifs qui prirent corps à la fin du XIX^e siècle, le sionisme avait, sans nul doute, la plus large capacité intégratrice. Folkisme et territorialisme souffraient d'être trop abstraits, et ne pouvaient espérer attirer que certaines élites éduquées. Les

sejmistes du SERP et les bundistes avaient, eux, un autre handicap : en se voulant les représentants « laïcs » du prolétariat juif, ils excluaient ipso facto de larges fractions du peuple juif. Leur projet social contredisait leur aspiration nationale. Le sionisme était comparativement, bien mieux placé. Son objectif, la création d'un « foyer garanti par le droit public », était, en effet assez précis tout en étant suffisamment général dans ses modalités programmatiques pour paraître attrayant à des Juifs qui, par ailleurs, étaient séparés par des grandes différences culturelles, politiques et sociales. Parce que son idéologie globale (sa Weltanschauung) était diffuse et enveloppante, le sionisme pouvait rassembler sous sa bannière aussi bien des bourgeois que des ouvriers, des religieux que des laïcs, des Ashkénases que des Sépharades, des partisans de la gauche que des adeptes de la droite. Bien sûr, des clivages idéologiques, parfois tranchés, subsistaient mais ceux-ci étaient contenus à l'intérieur d'un consensus national. Les divergences (sur la nature de la future société, le rythme de la construction de la nation...) étaient toujours secondaires par rapport à l'objectif premier : la conquête de l'indépendance politique dans un cadre national. La force d'attraction du sionisme résidait en ceci qu'il ne voulait pas rompre l'unité de la communauté (Klal Israël) mais la renforcer⁹.

Tout un faisceau de raisons permet donc de saisir comment le sionisme attira des vocations de plus en plus nombreuses. Pourtant si cet ensemble de conditions fut nécessaire il n'était nullement suffisant. Après tout, beaucoup de Juifs firent, dans le même contexte, des choix différents. L'itinéraire personnel de chacun était, dans le fond, déterminant. Beaucoup « choisirent » le sionisme, faute de mieux, comme les immigrants polonais du milieu des années vingt. Ils accostèrent en Palestine comme des réfugiés, chassés de Pologne par des mesures économiques antisémites et empêchés de rejoindre les

Etats-Unis par des lois d'immigration restrictives. D'autres, moins nombreux mais plus décidés, comme les pionniers des kibboutzim, optèrent volontairement pour le sionisme parce qu'ils considéraient que l'existence juive en diaspora était dépourvue de fondement existentiel durable et qu'il convenait de façonner une collectivité nationale juive complète en Palestine. C'est de cette rencontre entre les idéalistes et les réfugiés qu'est né l'Etat d'Israël.

Alain Dieckhoff

NOTES

1. Notre réflexion se concentre sur la période avant 1939 et sur l'espace est-européen qui fut le vivier du sionisme.
2. Je reprends ici, en l'adaptant, la classification d'Anthony Smith : *Theories of Nationalism*, Londres, Duckworth, 1971, p. 241 et suivantes.
3. Sur l'attitude du judaïsme orthodoxe face au sionisme, voir mon livre : *L'invention d'une nation. Israël et la modernité politique*, Paris, Gallimard, 1993, p. 155-204.
4. Ce réformisme modéré prit racine aux Etats-Unis avec le *Conservative Judaism*.
5. Ezra Mendelsohn : « *Zionist Success and Zionist Failure : The Case of East Central Europe between the Wars* » in R. Kozodoy, D. Sidorsky & K. Sulatnik : *Vision Confronts reality : Historical Perspectives on the Contemporary Jewish AAgenda*, Rutherford, Fairleigh Dickonson Press, 1989, p. 190-209.
6. Chiffres tirés de Yosef Gorny : « *Ha-shinouyim bamivne ha-hevrati ve-hapoliti shel ha-aliya ha-shniya bashnaim 1904-1940* » (Les changements dans la structure sociale et politique de la seconde aliya entre 1904 et 1940), *Ha-tsiyonout*, I, 1970, p. 208-240.
7. Alain Dieckhoff : « Litvakie : le terreau sioniste » in Yves Plasseraud et Henri Minczeles : *Lituanie juive, 1918-1940. Message d'un monde englouti*, Paris, Autrement, 1996, p. 158-165.
8. Eric Hobsbaum : *Nations et nationalisme depuis 1780*, Paris, Gallimard, 1992, coll. Bibliothèque des histoires, p. 216.
9. Sur le façonnage de la nation par le sionisme voir mon livre : *L'invention d'une nation. Israël et la modernité politique*, Paris, Gallimard, 1993.